



Guerre en Ukraine

Réflexions et propositions d'actions syndicales internationalistes

Impensable guerre aux frontières de l'Europe

Sans s'attarder sur des considérations très générales, il est utile de planter le décor. L'Europe de l'Ouest est en paix (au sens d'absence de conflit armé opposant deux armées dites régulières) depuis 1945. En 1949, la conclusion du traité de l'alliance atlantique va structurer durablement l'architecture de sécurité en Europe. Il s'agit pour les États-Unis d'arrimer à eux les États d'Europe de l'Ouest en formulant la promesse d'une défense inconditionnelle, y compris par l'usage de l'arme nucléaire en cas d'invasion soviétique puis de ce qui deviendra les forces du Pacte de Varsovie. Le seul conflit entre États qui a eu lieu en Europe avant la disparition de l'URSS a été l'invasion de Chypre par la Turquie. Le conflit est encore aujourd'hui gelé entre deux membres de l'Otan, la Turquie et la Grèce.

La chute de l'URSS a constitué un tournant pour l'Otan qui s'est lancé à partir de 1993 dans un élargissement à l'Est en même temps que de nombreuses opérations militaires. Il faut revenir à cet égard sur deux opérations militaires qui ont constitué des précédents :

- L'opération *Allied Force* sous l'égide de l'Otan qui a consisté à bombarder durant 78 jours des positions serbes sans mandat de l'Onu, et à laquelle a largement contribué l'aviation militaire française. Le conflit qui a conduit à l'éclatement de la Yougoslavie a été rendu possible par la volonté de certaines des nationalités et entités géographiques de rejoindre l'Union européenne. Les exactions militaires, crimes contre les populations civiles ont justifié pour l'OTAN son intervention.
- L'opération militaire *Unified Protector* en Libye en 2011, au cours de laquelle les forces de l'Otan dont les USA et la France ont largement excédé le mandat de protection des populations civiles et ont provoqué activement la chute du régime. L'opération a eu pour conséquence une déstabilisation complète et durable du pays ainsi qu'au-delà de tout le Sahel.

L'action anti-impérialiste du mouvement social en France fut essentiellement tournée contre deux acteurs : l'État français d'une part, dont les opérations militaires en particulier sur le continent africain se sont succédées sans cesse depuis les indépendances des anciennes colonies (mais les réactions ont été faibles) ; et les États-Unis d'autre part, qui semblaient être capables d'imposer une domination sans partage au début du XXI^e siècle. Les mouvements anti-guerre ont atteint leur paroxysme lors de la mobilisation contre l'invasion de l'Irak par les troupes US en 2003 (à cette époque, le gouvernement français avait largement communiqué son opposition à cette invasion). Cette focalisation sur l'impérialisme américain, engagé dans des occupations militaires longues et coûteuses en Afghanistan et en Irak, a parfois conduit à négliger par défaut les autres impérialismes qui ont réémergé à partir du début du siècle. On peut citer à cet égard la Turquie, qui joue un jeu de puissance interventionniste en Libye et en Syrie ou en Azerbaïdjan, et la Chine dont la pression sur les voisins s'accroît fortement partir du milieu des années 2000. Deux pays qui font l'objet d'un suivi depuis longtemps au sein de la commission internationale Solidaires (voir, par exemple, la revue internationale consacrée à la Chine et celle qui porte sur le Kurdistan, dans laquelle la Turquie est très présente).

La puissance qui, après les États-Unis, fait le plus parler les armes en dehors de ses frontières est cependant sans conteste la Russie.

1. L'ascension au pouvoir de Poutine est liée à la deuxième guerre en Tchétchénie, une République de la fédération de Russie qui a tenté de faire sécession. La méthode Poutine a consisté à raser les villes, dont Grozny, et s'attaquer systématiquement à la population civile. Environ 150 000 Tchétchènes ont payé de leur vie cette intervention militaire, soit 13 % de la population du pays. Poutine a ensuite installé la famille Kadyrov au pouvoir, qui bénéficie d'une large impunité à condition de renouveler une allégeance personnelle à Poutine (et non à la fédération de Russie).
2. L'intervention militaire en Géorgie en 2008 fera en quelques jours 160 000 déplacé-es. La Russie a ainsi annexé l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie toutes deux parties du territoire géorgien au Sud Caucase.
3. La Russie contrôle également, avec ses troupes et le concours d'un état fantoche la région autonome de Transnistrie, sur territoire moldave depuis les années 90.
4. La guerre qui a repris pour le contrôle du Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie a permis à la Russie d'envoyer ses troupes dans la région : elles y sont toujours stationnées et y resteront dans un futur prévisible.
5. La guerre en Ukraine de 2014, au cours de laquelle deux républiques séparatistes ont proclamé leur indépendance et bénéficié d'une intervention militaire de Moscou, qui en a profité pour envahir également la Crimée. Le conflit a causé 13 000 mort-es en 8 ans. Contrairement à ce qui est souvent dit, la population de Crimée n'est pas uniquement composée de Russes, mais aussi par le peuple des Tatars de Crimée, minoritaire parce qu'ayant été victime de déportations sous Staline.
6. Enfin, la révolution et le conflit sanglant en Syrie ont amené le dictateur Al-Assad à chercher le soutien militaire de Poutine, trop heureux de se trouver un vassal dans la région. Le régime est tenu à bouts de bras par l'État russe. Son armée y a peaufiné la méthode qu'elle pratique également désormais en Ukraine : les bombardements de terreur sur les zones habitées pour écraser toute résistance populaire.
7. Le soutien de Poutine au dictateur Loukachenko au Bélarus face à sa population et au mouvement social de l'été 2020 lui permet d'occuper actuellement militairement le pays, dans ce qui ressemble à une annexion *de facto* sinon encore *de jure*.
8. En janvier 2022, des troupes russes sont intervenues par une répression sanglante pour maintenir le régime au pouvoir, menacé suite aux manifestations et émeutes massives visant l'augmentation du coût de la vie.

De tout cela, la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires a assuré le suivi, concrétisé notamment par l'animation du collectif Koltchenko, de 2015 à 2019 (prisonnier politique ukrainien -Crimée- condamné et emprisonné par l'État russe), une étude spécifique de la situation en Russie et Ukraine lors d'une réunion animée par un camarade syndicaliste spécialiste de cette région du monde, des manifestations lors de la venue de Poutine en France ou lors de la Coupe du monde de football organisée en Russie, en 2018, quelques informations syndicales venant de ces pays, etc.) et aussi par la participation et le relais d'informations de collectifs de solidarité avec le peuple syrien.

Dans ce contexte d'opérations militaires tous azimuts, une accélération a eu lieu ces derniers mois :

- stationnement, pendant plusieurs mois, de dizaines de milliers de soldats à la frontière ukrainienne. Le fait que ces troupes soient manifestement restées alors que Moscou indiquait le départ après d'immenses manœuvres était un élément.
- arrivée massive de troupes russes au Bélarus, menaçant là aussi directement la frontière ukrainienne, restées au-delà de la durée des manœuvres annoncées.

- montée de la propagande du Kremlin. Un texte publié sur le site de la présidence de la fédération de Russie à l'automne sous-entendait que l'Ukraine n'était pas vraiment un pays mais une partie du territoire russe.
- Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont évacué tôt leurs ressortissant-es et alerté tôt de préparatifs d'une guerre menés par la Russie. Au contraire, les gouvernements français et allemands ont refusé de donner crédit à cette hypothèse.

Ce dernier point mérite une attention particulière. Un premier biais a contribué à négliger les alertes : les États-Unis et la Grande-Bretagne ont été capables, dans une situation analogue, de mentir contre l'évidence. En 2003 en effet, leur campagne de propagande au sujet des prétendues armes de destruction massive en Irak a servi à légitimer une opération militaire dont les conséquences continuent de peser aujourd'hui sur la vie des populations de tout le Moyen-Orient. Il aurait pourtant fallu porter une attention plus soutenue aux alertes américaines : elles ont fait l'objet d'enquêtes de presse sérieuse dans le monde anglo-saxon. Ces journaux ont en effet relaté plusieurs tentatives de provocation ou d'opération sous faux drapeau menées par les organes de sécurité russes pour tenter de légitimer une entrée en guerre. L'action des services de renseignement anglo-saxons, en exposant ces provocations et livrant des éléments vérifiables, pratique inhabituelle jusqu'ici, a sans doute permis à l'Ukraine de bénéficier de quelques semaines de répit. Il existe une tendance, bien compréhensible, à se reposer davantage sur les informations délivrées par son propre gouvernement, dans sa langue. En France, les propos rassurants sur l'impossibilité d'une guerre, relayés par un traitement médiatique allant largement dans le sens du pouvoir, ont pesé.

Une veille informationnelle en plusieurs langues, au-delà de ce que font déjà quelques camarades de la commission internationale, serait bien utile ; c'est un moyen de participer à l'activité internationaliste de notre union syndicale !

Situation en ukraine

L'offensive militaire russe se poursuit, sans prise d'ampleur depuis plusieurs semaines. L'armée russe a décidé de changer de tactique. La guerre-éclair ayant échoué, il s'agit maintenant de faire plier la population d'Ukraine en menant une guerre de sièges, qui est la pire configuration possible pour les populations civiles.

Des journalistes indiquent que les forces en présence commencent à construire des retranchements faits pour durer. C'est une préparation à une guerre d'attrition, aucun camp n'étant en mesure de l'emporter de manière décisive, et aucun camp ne pouvant capituler. Sauf événement imprévu, il est donc à anticiper une poursuite du conflit dans les mois à venir, avec un bilan humain catastrophique en cas d'offensive importante.

Là aussi, un travail de veille est nécessaire. Les liens créés depuis des années, concrétisés à travers la publication des *Antidote Solidarité Ukraine*, y contribuent : voir en annexe *Lignes de front*.

Le gouvernement ukrainien est issu d'une élection démocratique, et bénéficie d'une légitimité importante aux plans national et international. Il tend à raidir ses positions, suspendant par exemple certains partis d'opposition pro-russes au titre de la loi martiale. Une guerre s'installant dans la durée continuera à accentuer ces effets, avec des conséquences imprévisibles sur la société ukrainienne. Il en est de même de l'exacerbation de positions nationalistes dans la population. On constate déjà, face à la carence de l'état de droit, des phénomènes de justice punitive populaire sans procès. À plus long terme, l'appareil productif ukrainien est d'ores et déjà largement atteint. Les destructions d'habitations et d'unités de production se chiffrent en centaines de milliards d'euros. De même l'impossibilité d'effectuer les semences va mettre la population paysanne, l'Ukraine (qui exporte beaucoup de denrées agricoles en particulier en Afrique) dans une situation très difficile. D'une manière ou d'une autre, il faudra poser la question de la prise en charge de la reconstruction.

Pour l'Union syndicale Solidaires, l'urgence est de renforcer les échanges avec les syndicalistes d'Ukraine, de répondre à leurs besoins autant que nous le pouvons. Les propositions de convois syndicaux faites par Solidaires, tant vers l'intersyndicale française qu'au sein du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, entrent pleinement dans cette dynamique.

Bélarus

La société biélorusse refuse la guerre avec l'Ukraine. Le mouvement social y est historiquement puissant, et se donne les moyens de peser autant qu'il est possible sur le dictateur en place. C'est un facteur déterminant dans le fait que l'armée du pays ne soit pas entrée sur le territoire ukrainien. Le chef d'état-major des armées a démissionné, sans qu'on en sache exactement les raisons.

Les syndicalistes biélorusses se livrent depuis le début de la guerre à des opérations de sabotage pour ralentir les approvisionnements de l'armée russe transitant par le pays. Loukachenko sait que son destin est lié à celui de Poutine : si la guerre est gagnée, le Bélarus sera annexé de fait. Si la guerre est perdue, le mouvement social risque de trouver l'élan nécessaire pour le renverser sans que le gouvernement russe puisse agir. Dans ce contexte, les rumeurs récurrentes d'une intervention militaire biélorusse dans le sillage de la Russie sont à prendre au sérieux.

Là encore, nos priorités sont les contacts avec le mouvement social sur place et le relais des informations.

Russie

Le régime russe s'est considérablement durci. De hauts personnages des organes de sécurité russes ont été arrêtés, vraisemblablement parce que « l'opération militaire spéciale » n'a pas eu le succès escompté. La quasi-totalité du potentiel militaire russe est engagé dans la guerre. Le conflit le plus meurtrier pour l'armée russe après la seconde guerre mondiale a été l'intervention militaire en Afghanistan entre 79 et 89. En dix ans, l'armée rouge a perdu 15 000 hommes. En quatre semaines de conflits, l'armée russe a perdu, d'après les officiers de renseignement étasunien, 10 000 personnels. Il est convenu d'estimer qu'environ 2 à 3 fois ce nombre est blessé. La guerre a un coût humain important pour la Russie, ce qui aura deux conséquences :

1. les pertes les plus importantes sont constituées de troupes aguerries et professionnelles, rendant moins efficaces les forces russes, et prolongeant le conflit.
2. le régime est en train de préparer la population à une guerre longue et douloureuse, car il faudra lui faire accepter les morts, les blessés, les disparitions.
3. Il lui faudra en même temps faire accepter à une baisse importante du niveau de vie de la population.

Le comité des mères de soldats, actif depuis 1989, pourrait être un élément important de la réaction à la guerre en Russie.

Néanmoins, il serait faux de croire que le régime ne bénéficie d'aucun soutien populaire. Poutine a pu apparaître pour la première fois du conflit dans un meeting avec près de 100 000 personnes. Les journalistes en Ukraine et en Russie font état d'une adhésion massive au discours du gouvernement russe. Les organisations syndicales et politiques en France ont des positions contrastées sur la question des sanctions économiques, certaines indiquant que les populations seront les premières touchées par les sanctions massives, d'autres que les sanctions concernant les individus n'ont un effet que symbolique. Il convient de noter que l'essentiel des ressources de l'État russe provient des rentes pétrolières et gazières. Frapper Poutine suppose que les États d'Europe de l'Ouest au moins limitent à brève échéance la dépendance aux énergies fossiles. L'UE achète pour des dizaines de milliards de dollars de combustible chaque mois.

Pour Solidaires, sur ce plan là aussi, il s'agit non pas d'imposer des mots d'ordre de l'extérieur mais de répondre aux demandes des militantes et militants sur place.

Ainsi, c'est une position en accordéon qui semble souhaitable sur les sanctions :

1. pousser les gouvernements à accroître encore les sanctions à l'égard de la Russie et du Bélarus en cas de renforcement du dispositif militaire russe pour en accroître encore le coût ;
2. montrer que la désescalade des sanctions est possible dès lors que la Russie diminue son action militaire.
3. Une vigilance particulière doit être accordée aux importations de produits pétroliers.

Il est à noter que le syndicat BKDP du Bélarus s'est déclaré favorable aux sanctions pour toucher les économies russe et bélarusse et faire tomber les régimes.

États-unis

La guerre en Ukraine permet aux États-Unis de redonner une utilité à l'alliance atlantique, mais conduit également à des renversements d'alliance. Ainsi, le gouvernement étasunien prépare une normalisation des rapports avec le Venezuela, et tente de négocier le retour de l'Iran à la table des négociations sur le nucléaire, afin de pouvoir s'y approvisionner en pétrole. La Russie fait son possible pour saboter ces efforts.

Fuite d'ukraine et déplacements de population

Le conflit a déjà conduit plus de 3,3 millions de personnes à quitter l'Ukraine pour l'UE. C'est un mouvement sans précédent. C'est un déplacement de population massif, qui pèse en premier lieu sur des pays d'accueils dont les ressources sont limitées aux frontières de l'Ukraine.

- La Pologne accueille deux millions de personnes.
- La Slovaquie, un pays de 5,4 millions d'habitants, accueille 234 000 personnes, soit une augmentation de sa population de plus de 4 % en quelques semaines.
- La Hongrie a augmenté dans le même temps sa population de 2 %.
- La Roumanie accueille également des centaines de milliers de réfugiés.
- La Moldavie a vu la population sur le territoire augmenter de 13 %.

Le caractère massif de l'exode demeure pour l'heure abstrait en France. Il aura des conséquences difficiles à prévoir. À court terme, les populations des pays d'accueil semblent solidaires et organiser, la survie de ces populations (majoritairement composées de femmes et d'enfants). Au-delà de quelques semaines, la situation sera difficilement tenable si elle persiste, car une part importante de ces pays ne dispose tout bonnement pas des ressources nécessaires pour accueillir les populations, et ce dans un contexte de renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires dans des pays dont l'économie a été largement plongée dans la récession ces deux dernières années.

Union européenne

La guerre remet au jour le fait que l'UE jouit toujours d'un très fort pouvoir d'attraction, peut-être sous-estimé à l'Ouest et du fait de ses nombreuses compromissions, notamment sur l'accueil des exilés dont un certain nombre de pays aux frontières orientales de l'Union ont fait un instrument de chantage au service de leur politique réactionnaire.

Par ailleurs, il faut noter que la Pologne, la Hongrie, et plus largement le groupe de Visegrád étaient dans le viseur de la Commission européenne pour les manquements répétés à l'État de

droit, la corruption, les atteintes aux libertés des minorités LGBTQI et Rrom, et dans une moindre mesure les atteintes au droit à l'IVG. Mais la guerre a brutalement changé la donne : ces pays ont accepté les orientations de l'UE et de l'Otan immédiatement, tandis que la Commission a tu, au moins provisoirement, toutes ses critiques.

Dans un même mouvement, c'est à un réarmement généralisé en Europe auquel on assiste, non seulement en France, en Allemagne où le virage est spectaculaire, mais aussi en Europe de l'Est, Royaume-Uni, Belgique, Italie, ainsi que les pays du Nord, y compris lorsqu'ils ne sont pas membres de l'Otan tels que la Suède et la Finlande.

Dans ces circonstances, il semble utile de soutenir revendications et actions portant sur :

→ L'acheminement d'une aide humanitaire massive pour permettre aux populations d'accueil d'alléger le coût de leur solidarité dans un contexte de paupérisation, des populations locales.

→ l'organisation d'un accueil massif dans les pays d'Europe de l'Ouest, comparativement bien plus riches et peuplés. Cela suppose une mise sous pression de l'exécutif en France. C'est la condition pour éviter d'installer des camps de réfugié-es qui conduiront inmanquablement à des atteintes inacceptables aux droits de populations, et contribueront peu à peu à les reléguer dans l'oubli. Il faudra évidemment lier ces revendications à la liberté d'installation pour toutes et tous. Les enjeux d'un accueil digne sont importants aussi pour préserver des femmes, arrivant seules avec enfants et sans ressources, des réseaux de prostitution comme le demandent des syndicalistes ukrainiennes.

Comme Solidaires l'a déjà exprimé à plusieurs reprises, la manière dont l'État français répond aux besoins dans le cas de l'Ukraine, met en exergue ses pratiques scandaleuses vis-à-vis de bien d'autres populations migrantes. Il est d'autant plus important de poursuivre notre implication dans tous les combats antiracistes, anticolonialistes et pour l'égalité des droits. Les mêmes moyens d'accueil doivent être mis en place pour tou-tes les réfugié-es, liberté d'installation et de circulation.

Gaz, pétrole et transition écologique

La guerre conduit à une hausse importante du cours de l'énergie, semblable au choc pétrolier de 73. Cette hausse des cours n'est pas liée à une baisse de la production ou une difficulté d'approvisionnement, mais à une anticipation d'un éventuel embargo européen sur les hydrocarbures russes. Cet embargo est peu probable à court ou moyen terme.

Les aides et plans de redistribution en France ont deux objectifs :

- maintenir le niveau de production
- maintenir le niveau de consommation.

Les pays d'Europe de l'Ouest pratiquent tous des politiques similaires, dans les limites de leur capacité budgétaire. Le problème de fond posé par cette politique est qu'il vise essentiellement à maintenir un mode de vie, celui de la consommation de masse et le mode d'exploitation capitaliste, avec deux conséquences principales :

1. le financement de la machine de guerre russe (comme par ailleurs saoudienne au Yémen)
2. la transition énergétique, pourtant un impératif historique, est repoussée *sine die* ; la situation (exploitation de charbon pour produire de l'électricité au détriment du gaz russe par exemple).

Dans cette perspective, la question du nucléaire peut légitimement être posée comme un substitut aux énergies émettrices de CO2 et un moyen d'éviter de dépendre des grandes puissances extractives. Cette opportunité doit cependant être fortement relativisée :

1. Il faut de l'uranium pour produire le combustible des centrales. Sa production est bien plus localisée que le pétrole et le gaz. L'essentiel des approvisionnements français provient du Niger, un État en proie à une instabilité forte et menacé par des groupes djihadistes au Sahel, et du

Kazakhstan, État qui a connu une vague de protestation matée des troupes principalement russes dans le cadre du traité de l'OTSC (normalement accord de défense contre une agression extérieure) venu-es au secours du dictateur en janvier 2022. Même si le Kazakhstan a adopté une neutralité prudente au sujet du conflit ukrainien, il ne faut pas croire qu'il n'est pas exposé à une ingérence russe massive.

2. Dans un monde où la guerre redevient une possibilité, il faut revenir à une évidence dont l'invasion russe a été un exemple : les centrales nucléaires peuvent constituer des cibles pour des armées conventionnelles.

3. Le nucléaire russe n'est à l'heure actuelle pas sanctionné. L'État français est sur le point d'autoriser la cession de 20 % d'Arabelle, spécialisée dans les turbines des générateurs qu'on trouve dans les EPR, à Rosatom (l'équivalent russe d'Areva/Orano + EDF).

Cependant les plans de sortie radicale et immédiate du nucléaire, qui reposaient sur des mécanismes de marché et l'interconnexion européenne des réseaux d'électricité, deviennent difficilement applicables : ils reviennent à augmenter la dépendance au gaz russe, ce qui dans le contexte actuel est inacceptable.

La solution passe inmanquablement par un changement du mode de vie, en particulier des classes les plus riches, qui consomment une quantité d'énergie plusieurs ordres de magnitude au-dessus des travailleurs et travailleuses de notre camp social. Cela suppose également des investissements massifs dans les infrastructures pour l'isolation du bâti (réduisant ainsi le besoin en climatisation et chauffage) et de transport public. Pour mémoire, en 1973 des mesures importantes de limitation du transport en véhicule individuel le dimanche et de baisse de la température dans les locaux collectifs avait été prise.

C'est donc sans doute vers une modification du mode de vie d'abord des plus riches, tout en revendiquant un plan de transition énergétique global et la préservation des populations de la précarité énergétique (chauffage, transport là où le véhicule personnel est nécessaire).

Alimentation

L'Ukraine et la Russie sont décrites parfois comme des « greniers à blé ». C'est assez exact. L'Ukraine est un des grands exportateurs mondiaux de blé. Au-delà d'une guerre qui rendra difficile la récolte en juillet, les céréales actuellement en Ukraine et destinées aux pays qui ne sont pas autosuffisants sont bloquées dans les ports de la mer Noire par le conflit : les ports de commerce ukrainiens tournent au ralenti.

Cette indisponibilité alimentaire, alors que le monde travers une grave crise aura des conséquences dramatiques à l'échelle du globe. La FAO montre que l'insécurité alimentaire a augmenté partout, en particulier en Asie et en Afrique. La hausse du cours du blé conduit des pays du Maghreb et du Machrek, où les produits alimentaires de première nécessité sont importés et largement subventionnés, à augmenter de plus de 60 %. Une politique redistributive sera impossible dans la plupart de ces pays, faute de ressources suffisantes.

Le choc énergétique a aussi une conséquence sur l'agriculture : une exploitation intensive n'est possible qu'à la condition d'y ajouter des intrants, qui sont produit de manière industrielle et dépendent du cours du gaz naturel.

Il faut donc s'attendre à des mouvements sociaux importants autour des prix alimentaires dans les pays importateurs : tout le continent africain, le Moyen-Orient, l'Asie. À cet égard, la Chine entre dans une période d'insécurité alimentaire, car elle n'est plus autosuffisante qu'à 85 % au lieu de 95 il y a sept ans. Les pays importateurs en capacité de s'approvisionner vont sécuriser leurs cargaisons au prix fort, ce qui pèsera d'autant plus fortement sur les pays à faible capacité budgétaire. Pour mémoire, un des facteurs déclenchant les printemps arabes a été la hausse des prix de l'alimentation. En Europe, la question est moins prévalente.

Les conditions de la paix

Les belligérants sont à l'heure actuelle trop engagés pour une capitulation unilatérale de l'Ukraine ou un retrait unilatéral de l'armée russe. Le gouvernement ukrainien, avec le soutien de sa population, est désormais dans une posture de lutte existentielle. Une part importante de la défense est effectivement prise en charge par la population elle-même, encadrée par une armée régulière motivée, comme le rapportent les points-presse des USA et de la Grande-Bretagne, ainsi que les journalistes sur place. Tant que le matériel militaire pourra être acheminé, la résistance armée aura un coût très important pour le dispositif militaire russe. Il semble à cet égard important (et c'est la position de l'Union syndicale Solidaires) de ne pas dénoncer la fourniture d'armes aux populations ukrainiennes.

Les buts de guerre de la Russie ne pourront plus être atteints. L'opération militaire spéciale vantée par Poutine devait renverser en quelques jours un régime faible, bousculer une armée peu entraînée, prendre les villes-clés pour couper tout accès à la mer à l'Ukraine et être accueillie en libératrice par les populations russophones.

Aucun de ces buts n'est atteint.

Des négociations sont en cours, qui pour l'heure quoi qu'on en dise ne portent pas leurs fruits. Une guerre de communication a lieu à leur sujet entre puissances :

- La Turquie prétend sans cesse que les belligérants sont proches d'un accord.
- Des pays d'Europe de l'Ouest, comme la Grande-Bretagne, prétendent régulièrement que les pourparlers ne sont qu'un écran de fumée.

Aujourd'hui, il est bien difficile de savoir quelles concessions réelles et quelles concessions symboliques (par exemple au regard de la « dénazification » de l'Ukraine) pourront être acceptées comme présentables à la population des deux pays et de l'opinion internationale pour ne pas perdre la face.

Conclusion

Pour conclure, il est nécessaire de revenir sur le caractère nécessaire de la collecte d'informations et d'analyses qui permettent mieux d'anticiper les crises et leurs conséquences, même si l'exercice est par nature difficile. Les conséquences économiques de la guerre (comme auparavant de la crise sanitaire) devraient faire l'objet d'une étude particulière.

La guerre est un des moments qui rend plus visible la nécessité du caractère internationaliste de notre syndicalisme. Mais en ce domaine comme dans d'autres, si nous voulons dépasser le commentaire, l'efficacité vient des analyses a posteriori mais aussi et surtout des anticipations, des initiatives, partagées collectivement. Le renforcement de la commission internationale, mais avant tout de la discussion des questions internationales dans tous les collectifs syndicaux (sections syndicales, syndicats, unions locales et départementales, fédération, comités et bureaux nationaux) est nécessaire.

L'union syndicale Solidaires revendique :

- **Retrait immédiat des troupes russes**
- **Accueil digne des réfugié-es de toutes origines sans distinction**
- **Solidarité matérielle et soutien au peuple ukrainien, aux syndicats, aux travailleurs et travailleuses**
- **Solidarité avec les mouvements de refus de la guerre en Russie et Belarus**